

**No. 36556**

---

**France  
and  
Uruguay**

**Convention on judicial assistance in civil and commercial matters between the French Republic and the Eastern Republic of Uruguay (with attachments). Montevideo, 16 September 1991**

**Entry into force:** *1 August 1999, in accordance with article 28*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 3 April 2000*

---

**France  
et  
Uruguay**

**Convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre la République française et la République orientale de l'Uruguay (avec annexes). Montevideo, 16 septembre 1991**

**Entrée en vigueur :** *1er août 1999, conformément à l'article 28*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 3 avril 2000*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

CONVENTION D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE ET  
COMMERCIALE ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA  
RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Orientale de l'Uruguay

Désireux de promouvoir l'entraide judiciaire entre la République Française et la République Orientale de l'Uruguay en matière civile et commerciale, et de contribuer ainsi au développement de leurs relations sur le fondement des principes de la souveraineté nationale et de l'égalité des droits et avantages réciproques, ont résolu de conclure la présente convention :

*Article 1er*

Chacun des deux Etats s'engage à accorder à l'autre une entraide judiciaire en matière civile et commerciale.

Le Ministère de la Justice de la République Française et le Ministère de l'Education et de la Culture de la République Orientale de l'Uruguay sont désignés comme autorités centrales chargées de satisfaire aux obligations définies dans la présente convention.

Les autorités centrales correspondent directement entre elles dans la langue de l'Etat requis et leur intervention est gratuite.

CHAPITRE I. L'ACCÈS À LA JUSTICE

*Article 2*

Les nationaux d'un Etat et les personnes physiques résidant habituellement sur le territoire de cet Etat ne peuvent se voir imposer ni caution ni dépôt sous quelque dénomination que ce soit lorsqu'ils sont demandeurs ou intervenants devant les tribunaux de l'autre Etat. La même règle s'applique au versement exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

*Article 3*

Les personnes physiques ressortissantes d'un Etat ou résidant habituellement sur le territoire de cet Etat sont admises au bénéfice de l'aide judiciaire dans l'autre Etat dans les mêmes conditions que si elles étaient ressortissantes de ce dernier ou y résidaient habituellement.

En matière d'obligations alimentaires ou de conflit relatif à la garde d'un mineur ou au droit de visite, l'aide judiciaire est accordée de plein droit sans condition de ressources.

*Article 4*

Lorsqu'une personne a été admise au bénéfice de l'aide judiciaire dans l'un des deux Etats à l'occasion d'une procédure ayant donné lieu à une décision, elle bénéficie, sans nouvel examen, de l'aide judiciaire dans l'autre Etat pour obtenir la reconnaissance ou l'exécution de cette décision.

*Article 5*

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux personnes morales constituées, autorisées ou enregistrées conformément aux lois de l'un des deux Etats.

*Article 6*

La demande d'aide judiciaire peut être adressée à l'autorité compétente de l'Etat requis par l'intermédiaire des autorités centrales.

La demande doit être accompagnée d'un document officiel attestant des ressources du requérant, sous réserve de l'application des dispositions de l'Article 3 alinéa 2 et de l'Article 4.

CHAPITRE II. LA NOTIFICATION DES ACTES

*Article 7*

Lorsqu'un acte judiciaire ou extrajudiciaire est destiné à une personne résidant sur le territoire de l'autre Etat, l'autorité centrale de l'Etat requérant le transmet à l'autorité centrale de l'Etat requis.

La demande est accompagnée de l'acte non traduit, en double exemplaire, et de la formule modèle bilingue annexée à la présente convention qui identifie les éléments essentiels de l'acte.

La formule modèle est complétée dans la langue de l'Etat requérant.

*Article 8*

L'autorité centrale de l'Etat requis fait procéder à la notification de l'acte.

La preuve de la notification ou de la tentative de notification se fait au moyen d'un récépissé ou d'une attestation de l'autorité requise. Ces documents, accompagnés d'un exemplaire de l'acte, sont retournés à l'autorité centrale de l'Etat requérant par l'autorité centrale de l'Etat requis.

Les services de l'Etat requis ne peuvent donner lieu au paiement ou au remboursement de taxes ou de frais.

*Article 9*

Chaque Etat a la faculté de faire procéder aux notifications directement et sans contrainte par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires.

*Article 10*

Les articles précédents ne font pas obstacle à ce que la partie intéressée puisse faire procéder à ses frais à la notification d'un acte selon les modes en vigueur dans l'Etat de destination.

CHAPITRE III. L'OBTENTION DES PREUVES

*Article 11*

L'autorité judiciaire d'un Etat peut demander, par commission rogatoire, à l'autorité judiciaire de l'autre Etat de procéder aux mesures d'instruction qu'elle estime nécessaires dans le cadre de la procédure dont elle est saisie.

La commission rogatoire doit être accompagnée d'une traduction dans la langue de l'Etat requis. Elle est adressée par l'autorité centrale de l'Etat requérant à l'autorité centrale de l'Etat requis qui la fait parvenir à l'autorité judiciaire compétente.

*Article 12*

L'autorité judiciaire requérante peut demander que les parties intéressées et, le cas échéant, leurs représentants soient informés directement de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin qu'ils puissent y assister.

*Article 13*

L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire applique sa loi interne en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il est déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, à moins que celle-ci ne soit incompatible avec la loi de l'Etat requis, ou que son application ne soit pas possible, soit en raison des usages judiciaires de l'Etat requis, soit de difficultés pratiques.

La commission rogatoire doit être exécutée d'urgence.

*Article 14*

L'exécution de la commission rogatoire ne peut être refusée que si elle ne rentre pas dans les attributions de l'autorité judiciaire de l'Etat requis ou si cette dernière la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité ou l'estime manifestement contraire à l'ordre public de l'Etat requis.

L'exécution ne saurait être refusée pour le seul motif que la loi de l'Etat requis revendique une compétence judiciaire exclusive dans l'affaire en cause ou ne connaît pas de voies de droit répondant à l'objet de la demande portée devant l'autorité judiciaire requérante.

*Article 15*

Les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire sont transmises par l'autorité judiciaire requise à l'autorité judiciaire requérante par l'intermédiaire des autorités centrales.

*Article 16*

L'exécution de la commission rogatoire ne peut donner lieu au remboursement de taxes ou de frais, de quelque nature que ce soit.

Toutefois, l'Etat requis peut exiger, avant l'accomplissement d'une expertise ou l'application d'une forme spéciale, l'assurance qu'une somme suffisante a été préalablement consignée pour le remboursement des frais et des honoraires qui en résulteront.

*Article 17*

Chaque Etat a la faculté de faire exécuter sans contrainte les commissions rogatoires sur le territoire de l'autre Etat par ses agents diplomatiques ou consulaires.

CHAPITRE IV. LA RECONNAISSANCE ET L'EXÉCUTION

DES DÉCISIONS JUDICIAIRES ET ARBITRALES

*Article 18*

Les décisions rendues par les juridictions d'un Etat sont reconnues et peuvent être déclarées exécutoires dans l'autre Etat si elles réunissent les conditions suivantes :

1 - la décision émane d'une juridiction internationalement compétente selon le droit de l'Etat requis ou selon les règles énoncées à l'Article 19;

2 - la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine et est exécutoire; toutefois, en matière d'obligations alimentaires, de droit de garde d'un mineur ou de droit de visite, la décision peut être simplement exécutoire dans l'Etat d'origine;

3 - les parties ont été régulièrement citées, représentées ou déclarées défaillantes;

4 - la décision n'est pas manifestement contraire à l'ordre public de l'Etat requis;

5 - un litige entre les mêmes parties, fondé sur les mêmes faits et ayant le même objet que dans l'Etat d'origine :

\* n'est pas pendant devant un tribunal de l'Etat requis premier saisi, ou

\* n'a pas donné lieu à une décision rendue sur le territoire de l'Etat requis à une date antérieure à celle de la décision présentée à l'exéquat, ou

\* n'a pas donné lieu à une décision rendue dans un Etat tiers à une date antérieure à celle de la décision présentée à l'exéquat et réunissant les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'Etat requis.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une décision relative à la garde d'un mineur, les trois causes de refus qui précèdent ne peuvent s'appliquer que s'il s'est écoulé un délai de 8 mois entre le départ du mineur de l'Etat sur le territoire duquel il avait sa résidence habituelle et la date d'introduction de la procédure d'exéquat dans l'Etat requis.

#### *Article 19*

Le tribunal d'origine est considéré comme compétent au sens de la convention :

1 - lorsque, lors de l'introduction de l'instance, le défendeur avait son domicile ou sa résidence habituelle dans l'Etat d'origine;

2 - lorsque, lors de l'introduction de l'instance, le défendeur avait dans l'Etat d'origine un établissement ou une succursale de nature commerciale, industrielle ou de nature analogue et s'il a été cité dans cet Etat pour un litige relatif à l'activité de l'établissement ou de la succursale considérés;

3 - lorsque, en matière extra contractuelle, le dommage ou le fait générateur du dommage sur lequel est fondée l'action en dommages-intérêt est survenu dans l'Etat d'origine;

4 - lorsque l'action a pour objet une contestation relative à un immeuble situé dans l'Etat d'origine;

5 - lorsqu'en matière contractuelle, le défendeur s'est soumis expressément à la compétence du tribunal de l'Etat d'origine par une stipulation attributive de compétence;

6 - lorsque le défendeur a présenté des défenses au fond sans avoir contesté la compétence du tribunal;

7 - lorsque, en matière contractuelle, l'obligation qui a servi de base à la demande a été ou devait être exécutée sur le territoire de l'Etat d'origine;

8 - lorsque, en matière d'obligations alimentaires, le débiteur ou le créancier d'aliments avait sa résidence habituelle dans l'Etat d'origine ou lorsque le débiteur et le créancier d'aliments avaient la nationalité de l'Etat d'origine lors de l'introduction de l'instance;

9 - lorsque, en matière de garde d'un mineur ou de droit de visite, le mineur avait sa résidence habituelle dans l'Etat d'origine lors de l'introduction de l'instance.

#### *Article 20*

La procédure tendant à obtenir l'exécution de la décision est régie par le droit de l'Etat requis.

L'autorité judiciaire requise ne peut procéder à l'examen au fond de la décision.

Si la décision statue sur plusieurs chefs de demande, l'exécution peut être accordée partiellement.

*Article 21*

La partie qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution doit produire :

- 1 - une copie dûment certifiée de la décision;
- 2 - l'original ou une copie dûment certifiée de l'exploit de signification de la décision ou de tout autre acte qui tient lieu de signification;
- 3 - le cas échéant, une copie dûment certifiée de la citation de la partie qui a fait défaut à l'instance et toutes pièces de nature à établir que cette citation l'a atteinte en temps utile;
- 4 - toutes pièces de nature à établir que la décision est exécutoire et ne peut plus, à l'exception d'une décision relative à une obligation alimentaire, à la garde d'un mineur ou au droit de visite, faire l'objet de voie de recours ordinaire.

Ces documents doivent être accompagnés d'une traduction certifiée conforme, soit par un agent diplomatique ou consulaire, soit par un traducteur assermenté, soit par toute autre personne autorisée à cet effet dans l'un des deux Etats.

*Article 22*

Chacun des deux Etats contractants reconaît et exécute les sentences arbitrales rendues sur le territoire de l'autre Etat selon les dispositions de la Convention de New-York du 10 juin 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères.

CHAPITRE V. DISPENSE DE LÉGALISATION, ÉTAT

CIVIL ET ÉCHANGE D'INFORMATIONS

*Article 23*

Les actes publics établis sur le territoire d'un Etat sont dispensés de légalisation ou de toute autre formalité analogue lorsqu'ils doivent être produits sur le territoire de l'autre Etat.

Sont considérés comme des actes publics, au sens de la présente Convention :

- a) - les documents qui émanent d'une autorité ou d'un fonctionnaire relevant d'une juridiction de l'Etat, y compris ceux qui émanent du Ministère public, d'un greffier ou d'un huissier de justice;
- b) - les documents administratifs
- c) - les actes notariés;
- d) - les déclarations officielles telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signature, apposées sur un acte sous seing privé.

Si les autorités de l'Etat sur le territoire duquel l'acte est produit ont des doutes graves et fondés sur la véracité de la signature, sur la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi ou sur l'identité du sceau ou du timbre, des informations peuvent être demandées par l'intermédiaire des autorités centrales.

Les demandes d'information doivent se limiter aux cas exceptionnels et doivent être motivées. Elles sont dans la mesure du possible accompagnées de l'original ou d'une photocopie de l'acte.

*Article 24*

Chaque Etat transmet sans frais à l'autre Etat qui le demande dans un intérêt administratif dûment spécifié, les actes et les copies dûment certifiées des décisions judiciaires qui concernent l'état civil des ressortissants de l'Etat requérant.

Les demandes et les actes de l'état civil sont transmis par la voie diplomatique ou consulaire; les demandes et les expéditions de décisions judiciaires sont transmises par l'intermédiaire des autorités centrales.

*Article 25*

Les autorités centrales se communiquent, sur demande, toutes informations sur la législation et la jurisprudence en vigueur dans leur Etat ainsi que les copies dûment certifiées des décisions judiciaires rendues par les tribunaux dudit Etat.

CHAPITRE VI. DISPOSITIONS FINALES

*Article 26*

Les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion de l'application de la présente Convention seront réglées par la voie diplomatique.

*Article 27*

La présente Convention abroge la Convention au sujet de l'assistance judiciaire signée le 23 mars 1885 entre la République Française et la République Orientale de l'Uruguay.

*Article 28*

Chacune des Parties contractantes s'engage à notifier à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur de la présente Convention qui prendra effet le 1er jour du 2ème mois suivant la date de réception de la dernière de ces notifications.

*Article 29*

La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Chacune des Parties contractantes pourra à tout moment la dénoncer et cette dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de sa notification par l'autre Etat.



Fait à Montevideo le 16 septembre 1991, en double exemplaire en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française :

M. VIVIEN

Pour le Gouvernement de la République Orientale de l'Uruguay :

MARIANO BRITO

**FORMULA MODELO DE TRANSMISION CON  
LOS ELEMENTOS ESENCIALES DEL DOCUMENTO**

**FORMULE MODELE DE TRANSMISSION AVEC  
LES ELEMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE**

**Convención de Cooperación Judicial en Materia Civil y  
Comercial entre la República Oriental del Uruguay y la  
República Francesa**

**Convention d'Entraide Judiciaire en Matière Civile et  
Commerciale entre la République Française et la République  
Orientale de l'Uruguay**

**Nombre y Dirección de la autoridad requirente : -----**  
-----  
-----

**Nom et adresse de l'autorité requérante : -----**  
-----  
-----

**Identidad de las partes \* -----**  
-----  
-----

**Identité des parties \* -----**  
-----  
-----

**DOCUMENTO JUDICIAL**

**ACTE JUDICIAIRE**

**Naturaleza y objeto del documento : -----**  
-----  
-----

**Nature et objet de l'acte : -----**  
-----  
-----

Naturaleza y objeto de la instancia ; si correspondiere, monto del litigio : -----  
-----  
-----

Nature et objet de l'instance ; le cas échéant, le montant du litige : -----  
-----  
-----

Fecha y lugar de la comparecencia \*\* : -----  
-----  
-----

Date et lieu de la comparution \*\* : -----  
-----  
-----

Tribunal que ha adoptado la decisión \*\* : -----  
-----  
-----

Jurisdiction qui a rendu la décision \*\* : -----  
-----  
-----

Fecha de la decisión \*\* : -----  
-----  
-----

Date de la décision \*\* : -----  
-----  
-----

Indicación de los plazos que figuran en el documento \*\* : -----  
-----  
-----

Indication des délais figurant dans l'acte \*\* : -----  
-----  
-----

**DOCUMENTO EXTRAJUDICIAL \*\***  
**ACTE EXTRAJUDICIAIRE \*\***

Naturaleza y objeto del documento : -----  
-----  
-----

Nature et objet de l'acte : -----  
-----  
-----

Indicación de los plazos que figuran en el documento \*\* : -----  
-----  
-----

Indication des délais figurant dans l'acte \*\* : -----  
-----  
-----

\* Si procede, identidad y domicilio de la persona interesada en la transmisión del documento.

\* S'il y a lieu, identité et adresse de la personne intéressée à la transmission de l'acte.

\*\* Tachar las menciones inútiles.

\*\* Rayer les mentions inutiles.

[ SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL ]

**CONVENCION DE COOPERACION JUDICIAL  
EN MATERIA CIVIL Y COMERCIAL ENTRE LA  
REPUBLICA FRANCESA Y LA REPUBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY**

El Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República Oriental del Uruguay, deseosos de promover la cooperación judicial entre la República Francesa y la República Oriental del Uruguay en materia civil y comercial y de contribuir así al desarrollo de sus relaciones sobre la base de los principios de la soberanía nacional y de la igualdad de los derechos y facilidades recíprocas, han resuelto concluir la presente Convención:

**Artículo 1º**

Cada uno de los Estados Parte se compromete a prestar al otro cooperación judicial en materia civil y comercial.

El Ministerio de Justicia de la República Francesa y el Ministerio de Educación y Cultura de la República Oriental del Uruguay son designados como autoridades centrales encargadas de satisfacer las obligaciones establecidas en la presente Convención.

Las autoridades centrales se comunicarán directamente entre ellas en el idioma del Estado requerido y su intervención será gratuita.

**Capítulo 1.**

**Acceso a la Justicia**

**Artículo 2º**

No se podrá exigir a los nacionales de un Estado Parte ni a las personas físicas que residan habitualmente en el territorio de dicho Estado, caución ni depósito bajo cualquier denominación que corresponda en tanto sean demandantes o terceristas ante los Tribunales del otro Estado Parte. La misma regla se aplica en cuanto al depósito exigido a los demandantes o terceristas con el fin de garantizar los gastos judiciales.

**Artículo 3º**

Las personas físicas, nacionales de un Estado Parte o con residencia habitual en el territorio de alguno de ellos, recibirán el beneficio de la asistencia judicial en el otro Estado Parte bajo las mismas condiciones que los nacionales o residentes habituales de este último.

En materia de obligaciones alimentarias o de conflictos relativos a la guarda de un menor, o al derecho de visita, la asistencia judicial se otorgará de pleno derecho sin tener en cuenta el patrimonio del interesado.

**Artículo 4º**

Cuando una persona haya sido admitida para gozar de los beneficios de asistencia judicial en uno de los Estados Parte, como resultado de un procedimiento que haya dado lugar a una decisión en tal sentido, esa persona no requerirá de un nuevo pronunciamiento judicial en el otro Estado para obtener el reconocimiento o la ejecución de dicha decisión.

**Artículo 5º**

Las disposiciones del presente Capítulo se aplican a las personas jurídicas constituidas, autorizadas o registradas, de acuerdo con las leyes de uno de los dos Estados Parte.

**Artículo 6º**

La solicitud de asistencia judicial podrá ser dirigida a las autoridades competentes del Estado requerido por intermedio de las autoridades centrales.

La solicitud deberá ir acompañada de un documento oficial que certifique los recursos del solicitante, sin perjuicio de la aplicación de lo establecido en las disposiciones del Artículo 3º, inciso 2 y del Artículo 4º.

**Capítulo II**

**Notificación de los Actos**

**Artículo 7º**

Cuando el testimonio de un acto judicial o extrajudicial sea dirigido a una persona residente en el territorio de otro Estado Parte, la autoridad central del Estado requirente transmitirá la solicitud de notificación a la autoridad central del Estado requerido.

La solicitud irá acompañada del testimonio del acto no traducido, en doble ejemplar y de la fórmula modelo bilingüe anexada a la presente Convención que identifique los elementos esenciales del acto.

La fórmula modelo se completará en la lengua del Estado requirente.

**Artículo 8º**

La autoridad central del Estado requerido procederá a diligenciar la notificación del acto.

La prueba de la notificación o de la tentativa de la notificación se verificará por medio de un recibo o de un certificado de la autoridad requerida. Dichos documentos, acompañados de un ejemplar del testimonio del acto, serán devueltos a la autoridad central del Estado requirente por la autoridad central del Estado requerido.

Los servicios del Estado requerido no podrán dar lugar al pago o reembolso de tributos o gastos.

**Artículo 9º**

Cada Estado Parte tendrá la facultad de diligenciar las notificaciones directamente y sin que pueda emplear medidas de apremio, valiéndose de sus agentes diplomáticos o consulares.

**Artículo 10º**

Los artículos precedentes no obstarán a que la parte interesada pueda proceder, a sus expensas, a la notificación de un acto según la modalidad en vigor en el Estado de destino.

**Capítulo III**

**Obtención de Pruebas**

**Artículo 110**

La autoridad judicial de un Estado Parte podrá requerir por medio de una carta rogatoria a la autoridad judicial del otro Estado Parte, el diligenciamiento de las medidas de instrucción que estime necesarias en el marco del procedimiento dentro del cual se haya solicitado.

La carta rogatoria deberá ser acompañada de una traducción en el idioma del Estado requerido. Ella será dirigida por la autoridad central del Estado requirente a la autoridad central del Estado requerido que la hará llegar a la autoridad judicial competente.

**Artículo 120**

La autoridad judicial requirente podrá exigir que las partes interesadas y, en su caso, sus representantes, sean informados directamente de la fecha y lugar donde se habrá de proceder a la medida solicitada a fin de que ellos puedan estar presentes.

**Artículo 130**

La autoridad judicial que proceda a la ejecución de una carta rogatoria aplicará la correspondiente legislación interna en lo que concierne al procedimiento a seguir.

No obstante, a solicitud de la autoridad judicial requirente, podrá otorgarse a la carta rogatoria una tramitación especial en el diligenciamiento solicitado, siempre que ello no sea incompatible con la ley del Estado requerido o que su aplicación no sea posible, sea en razón de los usos judiciales del Estado requerido, sea en razón de dificultades prácticas.

La carta rogatoria se deberá diligenciar con carácter urgente.



**Artículo 14º**

La ejecución de la carta rogatoria no podrá ser denegada salvo que ella no esté enmarcada en las atribuciones de la autoridad judicial del Estado requerido o si ésta última la juzga de naturaleza tal que atente contra su soberanía, seguridad o resulte manifiestamente contraria al orden público del Estado requerido.

La ejecución no será denegada por el solo motivo de que la ley del Estado requerido reivindique una competencia judicial exclusiva en el asunto en litigio o que no exista un procedimiento similar al objeto de la demanda planteada ante la autoridad judicial requirente.

**Artículo 15º**

Los documentos probatorios de la ejecución de la carta rogatoria serán transmitidos por la autoridad judicial requerida a la autoridad judicial requirente por intermedio de las autoridades centrales.

**Artículo 16º**

La ejecución de la carta rogatoria no dará lugar al reembolso de tributos o gastos, cualquiera sea su naturaleza.

Sin embargo, el Estado requerido puede exigir antes del cumplimiento de una pericia o de la aplicación de un procedimiento especial, la seguridad de que una suma suficiente ha sido consignada previamente para cubrir los gastos y los honorarios que se ocasionaren.

**Artículo 17º**

Cada uno de los Estados Parte tendrá la facultad de diligenciar, sin que pueda emplear medidas de apremio, las comisiones rogatorias en el territorio de otro Estado Parte, por intermedio de sus respectivos agentes diplomáticos o consulares.

**Capítulo IV**

**Reconocimiento y Ejecución de las  
Decisiones Judiciales y Arbitrales**

**Artículo 180**

Las decisiones adoptadas por la judicatura de un Estado Parte, serán reconocidas y podrán ser declaradas ejecutorias en el otro Estado cuando reúnan las siguientes condiciones:

1- que la decisión emane de un tribunal internacionalmente competente según el derecho del Estado requerido o según las normas enunciadas en el artículo 190;

2- que la decisión no pueda ser nuevamente objeto de un recurso ordinario en el Estado de origen y sea ejecutoria. Sin embargo, en materia de obligaciones alimentarias, de derecho de guarda de un menor y del derecho de visita, bastará con que la decisión sea ejecutoria en el Estado de origen;

3- que las partes hayan sido regularmente citadas, representadas o declaradas en rebeldía;

4- que la decisión no se oponga manifiestamente al orden público del Estado requerido;

5- que un litigio entre las mismas partes, fundado sobre los mismos hechos y con el mismo objeto que en el Estado de origen

- no esté pendiente frente a un tribunal del Estado requerido que hubiera prevenido. o
- no haya dado lugar a una decisión adoptada en el territorio del Estado requerido en fecha anterior a la de la decisión presentada al exequatur. o
- no haya dado lugar a una decisión adoptada en un tercer Estado en fecha anterior a la de la decisión presentada al exequatur y que reúna las condiciones necesarias para su reconocimiento en el Estado requerido.

Sin embargo, si se tratare de una decisión relativa a la guarda de un menor, las tres causales de negativa precedentes no podrán ser aplicadas hasta que transcurra un lapso de 8 meses entre la partida del menor del Estado en el cual tenía su residencia habitual y la fecha de presentación del procedimiento de exequatur en el Estado requerido.

#### Artículo 19B

El tribunal de origen será considerado competente de acuerdo a esta Convención:

1- cuando en el momento de presentación de la demanda, el demandado tuviere su domicilio o su residencia habitual en el Estado de origen;

2- cuando en el momento de presentación de la demanda, el demandado tuviere en el Estado de origen un establecimiento o una sucursal de naturaleza comercial, industrial o afín y hubiere sido citado en dicho Estado por un litigio relativo a la actividad de ese establecimiento o sucursal;

3- cuando en materia de responsabilidad extracontractual el perjuicio o el hecho generador del perjuicio en que se funda la acción por daños y perjuicios se hubiere producido en el Estado de origen;

4- cuando la acción tuviera por objeto una contienda relativa a un inmueble situado en el Estado de origen;

5- cuando en materia contractual el demandado se hubiere sometido expresamente a la competencia del Tribunal del Estado de origen por una estipulación atributiva de competencia;

6- cuando el demandado haya presentado escritos sobre el fondo del asunto sin haber impugnado la competencia del tribunal;

7- cuando en materia contractual la obligación que ha servido de fundamento a la demanda haya sido o debiera ser ejecutada en el territorio del Estado de origen;

8- cuando en materia de obligaciones alimentarias, el deudor o el acreedor de alimentos tuviere su residencia habitual en el Estado de origen o cuando el deudor y el acreedor de alimentos tuvieran la nacionalidad del Estado de origen en el momento de la presentación de la demanda;

9- cuando en materia de guarda de un menor o del derecho de visita, el menor tuviere su residencia habitual en el Estado de origen en el momento de la presentación de la demanda.

#### Artículo 20Q

El procedimiento tendiente a obtener la ejecución de la decisión se rige por el derecho del Estado requerido.

La autoridad judicial requerida no podrá examinar el fondo de dicha decisión.

Si la decisión dispone sobre varios petitorios de la demanda la ejecución podrá tener carácter parcial.

#### Artículo 21Q

La Parte que invoque el reconocimiento o que solicite la ejecución deberá presentar:

1- una copia debidamente certificada de la decisión;

2- el original o una copia debidamente certificada de las diligencias de notificación del fallo o de todo otro documento que tenga valor de notificación;

3- en su caso, una copia debidamente certificada de la citación de la parte que no se ha presentado a la instancia y de toda la documentación tendiente a determinar que dicha citación fue recibida dentro del término correspondiente;

4- toda la documentación correspondiente a los efectos de establecer que la decisión es ejecutoria y que no es susceptible de presentación de recurso ordinario alguno, con excepción de las decisiones relativas a obligaciones alimentarias, a la guarda de menores o al derecho de visita.

Los documentos deberán ir acompañados de una traducción debidamente certificada ya sea por un agente diplomático o consular, por un traductor público o por cualquier persona autorizada a esos efectos en uno de los dos Estados Parte.

#### Artículo 22º

Cada uno de los Estados Parte reconocerá y ejecutará las sentencias arbitrales dictadas en el territorio del otro, según las disposiciones de la Convención de Nueva York de 10 de junio de 1956 sobre Reconocimiento y Ejecución de las Sentencias Arbitrales Extranjeras.

#### Capítulo V

#### Excepción de Legalización, Estado Civil e Intercambio de Información

#### Artículo 23º

Los documentos públicos extendidos en el territorio de un Estado Parte estarán exentos de legalización o de toda otra formalidad análoga cuando ellos deban ser presentados en el territorio del otro Estado Parte.

Se consideran documentos públicos a efectos de la presente Convención:

a) los documentos emanados de una autoridad o de un funcionario en ejercicio de actividad jurisdiccional del Estado, comprendiendo asimismo aquéllos que emanan del Ministerio Público, de un actuario o de un oficial de justicia;

b) los documentos administrativos;

c) las actas notariales;

d) las declaraciones oficiales, tales como:

. las menciones de registros,

. las constancias de fecha cierta,

. las certificaciones de firma extendidas en documento privado.

Si las autoridades del Estado en que el acto se produjo tienen dudas graves y fundadas sobre la veracidad de la firma, sobre el carácter en que el firmante del acto ha actuado o sobre la identidad del sello o el timbre, pueden solicitar informaciones por intermedio de las autoridades centrales.

Las solicitudes de información deben limitarse a los casos excepcionales y ser fundadas. En la medida de lo posible, deben ser acompañadas del original o de una fotocopia del documento.

#### Artículo 24º

Cada Estado Parte remitirá, sin cargo, al otro que lo solicite, fundado en un interés administrativo debidamente especificado, los documentos y las copias debidamente certificadas de las decisiones judiciales relativas al estado civil de los nacionales del Estado requirente.

Las solicitudes y las actas de estado civil serán transmitidas por vía diplomática o consular. Las solicitudes y los testimonios de fallos judiciales serán transmitidos por intermedio de autoridades centrales.

#### Artículo 25º

Las autoridades centrales, previa solicitud, comunicarán toda la información sobre la legislación y jurisprudencia en vigor en el correspondiente Estado Parte, así como las copias debidamente certificadas de las decisiones judiciales emitidas por los tribunales del mismo.

### Capítulo VI

#### Disposiciones Finales

#### Artículo 26º

Las dificultades que surjan con motivo de la aplicación de la presente Convención serán solucionadas por vía diplomática.

#### Artículo 27º

La presente Convención deroga la Convención en Materia de Asistencia Judicial firmada el 23 de marzo de 1885 entre la República Oriental del Uruguay y la República Francesa.

**Artículo 28º**

Cada uno de los Estados Parte se compromete a notificar al otro, que se ha dado cumplimiento a los procedimientos requeridos por la respectiva Constitución a los efectos de hacer entrar en vigor la presente Convención, la que comenzará a regir a partir del primer día del segundo mes siguiente a la fecha de la recepción de la última notificación.

**Artículo 29º**

La presente Convención se acuerda por un tiempo ilimitado. Cada uno de los Estados Parte podrá, en todo momento, denunciarla y dicha denuncia tendrá efecto seis meses después de la fecha de la recepción de la notificación por el otro Estado Parte.

Realizado en Montevideo, a los dieciséis días del mes de setiembre de mil novecientos noventa y uno, en doble ejemplar en idiomas francés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.



**POR EL GOBIERNO DE LA  
REPUBLICA FRANCESA**



**POR EL GOBIERNO DE LA  
REPUBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY**

**FORMULA MODELO DE TRANSMISION CON  
LOS ELEMENTOS ESENCIALES DEL DOCUMENTO**

**FORMULE MODELE DE TRANSMISSION AVEC  
LES ELEMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE**

**Convención de Cooperación Judicial en Materia Civil y  
Comercial entre la República Oriental del Uruguay y la  
República Francesa.**

**Convention d'Entraide Judiciaire en Matière Civile et  
Commerciale entre la République Française et la République  
Oriental de L'Uruguay.**

Nombre y Dirección de la autoridad requirente: -----

Nom et adresse de l'autorité requérante: -----

Identidad de las partes • -----

Identité des parties • -----



**DOCUMENTO EXTRAJUDICIAL \*\*  
ACTE EXTRAJUDICIAIRE \*\***

Naturaleza y objeto del documento: -----

Nature et objet de l'acte: -----

Indicación de los plazos que figuran en el documento \*\*: ---

Indication des délais figurant dans l'acte \*\*: -----

- \* Si procede, identidad y domicilio de la persona interesada en la transmisión del documento.
- \* S'il y a lieu, identité et adresse de la personne intéressée à la transmission de l'acte.

- \*\* Tachar las menciones inútiles.
- \*\* Rayer les mentions inutiles.

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

CONVENTION ON JUDICIAL ASSISTANCE IN CIVIL AND COMMERCIAL  
MATTERS BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE EASTERN  
REPUBLIC OF URUGUAY

The Government of the French Republic and the Government of the Eastern Republic of Uruguay,

Desiring to promote judicial cooperation between the French Republic and the Eastern Republic of Uruguay in civil and commercial matters and, by so doing, to enhance their relations on the basis of the principles of national sovereignty, equal rights and mutual benefits, have decided to conclude this Convention:

*Article 1*

Each State undertakes to provide the other with judicial assistance in civil and commercial matters.

The Ministry of Justice of the French Republic and the Ministry of Education and Culture of the Eastern Republic of Uruguay are designated as the central authorities responsible for fulfilling the obligations specified in this Convention.

The central authorities shall communicate directly with each other in the language of the requested State and such communication shall be free of charge.

CHAPTER I. ACCESS TO JUDICIAL ORGANS

*Article 2*

Nationals of either State and persons whose habitual residence is situated in the territory of that State shall not be required to pay a guarantee or deposit in any amount whatever as plaintiffs or added parties before the courts of the other State. This rule shall also apply to deposits required of plaintiffs or added parties to guarantee the payment of legal expenses.

*Article 3*

Natural persons who are nationals of either State or whose habitual residence is situated in the territory of that State shall be granted judicial assistance in the other State under the same conditions as nationals or habitual residents of the latter State.

In cases involving maintenance or disputes regarding the custody of a minor or visitation rights, judicial assistance shall be provided automatically and shall not be contingent on the recipient's resources.

*Article 4*

Persons who have been granted judicial assistance in either State in consequence of proceedings that culminated in a decision shall, without the need for further review, be granted judicial assistance in the other State with a view to the recognition or implementation of that decision.

*Article 5*

The provisions of this chapter shall apply to legal persons constituted, authorized or registered in accordance with the laws of either State.

*Article 6*

Requests for judicial assistance may be addressed to the competent authority of the requested State through the central authorities.

Such requests shall be accompanied by an official document certifying the applicant's resources, subject to the implementation of the provisions of article 3, paragraph 2, and article 4.

CHAPTER II. SERVICE OF DOCUMENTS

*Article 7*

Where a judicial or extrajudicial document is addressed to a person residing in the territory of the other State, the central authority of the requesting State shall transmit it to the central authority of the requested State.

The request shall be accompanied by the untranslated document, in duplicate, and by the bilingual model form annexed to this Convention, which contains the basic information concerning the document.

The model form shall be completed in the language of the requesting State.

*Article 8*

The central authority of the requested State shall serve the document.

Proof of service, or of attempted service, shall be established by means of a receipt or certificate issued by the requested authority. These documents, together with a copy of the document served, shall be returned to the central authority of the requesting State by the central authority of the requested State.

The services of the requested State shall not give rise to the payment or reimbursement of fees or costs.

*Article 9*

Each State shall have the option of arranging for documents to be served directly and without constraint by its diplomatic agents or consular officers.

*Article 10*

The preceding articles shall be without prejudice to the option of the parties concerned to arrange for service of a document at their own expense and in accordance with the procedures in force in the State to which it is addressed.

CHAPTER III. PROCUREMENT OF EVIDENCE

*Article 11*

The judicial authority of either State may, by a letter rogatory, request the judicial authority of the other State to conduct such examination proceedings as it may deem necessary in respect of a case pending before it.

The letter rogatory shall be accompanied by a translation in the language of the requested State. It shall be sent by the central authority of the requesting State to the central authority of the requested State, which shall transmit it to the competent judicial authority.

*Article 12*

The requesting judicial authority may request that the parties concerned and, where applicable, their representatives, should be informed directly of the date and place of the proceedings requested so that they may be present.

*Article 13*

The judicial authority executing a letter rogatory shall apply the laws of its own country with regard to the procedures to be followed.

Where, however, the requesting authority requests that a special procedure should be followed, such a request shall be complied with, provided that the procedure is not incompatible with the laws of the requested State and that it is not impossible to apply it, either because of the judicial practices of the requested State or because of practical difficulties.

The letter rogatory shall be executed as soon as possible.

*Article 14*

The execution of a letter rogatory may be refused only if execution does not lie within the competence of the judicial authority of the requested State or if the latter deems such execution to be liable to impair its sovereignty or security or considers it to be manifestly contrary to the public policy of the requested State.

Execution may not be refused solely on the grounds that the law of the requested State claims exclusive judicial competence in the matter concerned or provides no legal channels for dealing with the subject of the request brought before the requesting judicial authority.

*Article 15*

The documents establishing the execution of the letter rogatory shall be transmitted by the requested judicial authority to the requesting judicial authority through the central authorities.

*Article 16*

The execution of a letter rogatory shall not give rise to the reimbursement of fees or costs of any kind.

The requested State may, however, require prior assurance that an amount sufficient to reimburse the costs and fees arising from the services of experts or the application of a special procedure has been deposited.

*Article 17*

Each State shall have the option of arranging for letters rogatory to be executed directly and without constraint in the territory of the other State by its diplomatic agents or consular officers.

CHAPTER IV. RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF  
JUDICIAL DECISIONS AND ARBITRAL AWARDS

*Article 18*

Decisions rendered by the courts of one State shall be recognized and may be declared enforceable in the other State on condition that:

- (1) The decision is rendered by a court which is competent internationally under the law of the requested State or under the rules set forth in article 19;
- (2) The decision is no longer subject to an ordinary appeal in the State of origin and is enforceable; however, in matters regarding maintenance obligations, the rights to custody of a minor or visitation rights, the decision may simply be enforceable in the State of origin;
- (3) The parties were duly summoned, represented or declared in default;
- (4) The decision is not manifestly contrary to the public policy of the requested State;
- (5) A dispute between the same parties, based on the same facts and concerning the same subject as that in the original State:

\* Is not pending before a court of the requested State which was seized of it first; or

\* Has not given rise to a decision rendered in the territory of the requested State on a date prior to that of the decision submitted for enforcement; or

\* Has not given rise to a decision that was rendered in a third State on a date prior to that of the decision submitted for enforcement and that meets the requirements for recognition in the requested State.

However, in the case of a decision concerning the custody of a minor, the three preceding grounds for refusal may be invoked only if a period of eight months has elapsed between the minor's departure from the State in whose territory he or she had his or her habitual residence and the date on which the enforcement procedure was instituted in the requested State.

#### *Article 19*

The court of origin shall be deemed to be competent for the purposes of this Convention:

(1) Where, at the time when the proceeding was instituted, the defendant had his or her domicile or habitual residence in the State of origin;

(2) Where, at the time when the proceeding was instituted, the defendant had a commercial, industrial or similar establishment or branch in the State of origin and had been summoned to appear in that State in an action relating to the operation of that establishment or branch;

(3) Where, in non-contractual matters, the damages or the tort on which the suit for damages is based occurred in the State of origin;

(4) Where the action relates to a dispute concerning immovable property situated in the State of origin;

(5) Where, in contractual matters, the defendant expressly submitted himself to the competence of the court of the State of origin by means of a stipulation attributing competence;

(6) Where the defendant entered a defence on the merits without disputing the court's jurisdiction;

(7) Where, in contractual matters, the obligation which gave rise to the action was or should have been performed in the territory of the State of origin;

(8) Where, in matters of maintenance obligations, the person liable for or entitled to maintenance had his or her habitual residence in the State of origin or where the person liable for and the person entitled to maintenance had the nationality of the State of origin at the time when the proceeding was instituted;

(9) Where, in matters concerning the custody of a minor or visitation rights, the minor had his or her habitual residence in the State of origin at the time when the proceeding was instituted.

*Article 20*

The procedure for securing enforcement of the decision shall be governed by the laws of the requested State.

The judicial authority of the requested State shall not consider the merits of the decision.

If the decision pertains to a number of items, partial enforcement may be granted.

*Article 21*

The person requesting recognition or enforcement shall produce:

- (1) A duly certified copy of the decision;
- (2) The original or a duly certified copy of service of the decision, or of any equivalent document in lieu thereof;
- (3) Where applicable, a duly certified copy of the summons served on the defaulting party and any documents constituting proof that the summons was received in good time by the person concerned;
- (4) Any documents constituting proof that the decision is enforceable and, with the exception of decisions relating to maintenance obligations, the custody of a minor or visitation rights, is no longer subject to general remedy.

These documents shall be accompanied by a translation duly certified by a diplomatic agent or consular officer, by a sworn translator or by any other person authorized for the purpose in either State.

*Article 22*

Each Contracting State shall recognize and enforce the arbitral awards handed down in the territory of the other State in accordance with the provisions of the New York Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards of 10 June 1958.

CHAPTER V. EXEMPTION FROM AUTHENTICATION, CIVIL  
STATUS AND EXCHANGE OF INFORMATION

*Article 23*

Authentic instruments issued in the territory of one State shall be exempt from authentication or any other similar formality when they must be produced in the territory of the other State.

For the purposes of this Convention, authentic instruments shall be deemed to include:

- (a) Documents issued by a judicial authority or official of a State, including those issued by the Office of the Public Prosecutor, a registrar or a judicial marshal;
- (b) Administrative documents;
- (c) Notarized documents;

(d) Official statements such as records, visas with authenticated dates and notarization of signatures on private agreements.

If the authorities of the State in whose territory the instrument is produced have serious, well-founded doubts concerning the authenticity of the signature, the capacity in which the signatory of the instrument acted or the identity of the seal or stamp, information may be requested through the central authorities.

Requests for information shall be limited to exceptional cases and shall be well-founded. To the extent possible, they shall be accompanied by the original or a photocopy of the instrument.

*Article 24*

Each State shall transmit free of charge to the other State, at its request and for a duly specified administrative purpose, records and duly certified copies of judicial decisions concerning the civil status of nationals of the requesting State.

Requests and records concerning civil status shall be transmitted through the diplomatic or consular channel; requests concerning, and copies of, judicial decisions shall be transmitted through the central authorities.

*Article 25*

The central authorities shall transmit to each other, upon request, any information concerning the legislation and case law in force in their State and duly certified copies of judicial decisions rendered by the courts of that State.

CHAPTER VI. FINAL PROVISIONS

*Article 26*

Any difficulties that may arise with respect to the implementation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel.

*Article 27*

This Convention abrogates the Convention on judicial assistance signed between the French Republic and the Eastern Republic of Uruguay on 23 March 1885.

*Article 28*

Each Contracting Party shall notify the other of the completion of the procedures required by its Constitution for the entry into force of this Convention, which shall take effect on the first day of the second month following the date of receipt of the second such notification.



*Article 29*

This Convention is concluded for an indefinite period. Either Contracting Party may denounce it at any time; such denunciation shall take effect six months after the date on which notice of the denunciation is received by the other State.

Done at Montevideo on 16 September 1991, in duplicate in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

M. VIVIEN

For the Government of the Eastern Republic of Uruguay:

MARIANO BRITO

MODEL TRANSMISSION FORM WITH BASIC DATA CONCERNING THE  
DOCUMENT

CONVENTION ON JUDICIAL ASSISTANCE IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS BETWEEN  
THE FRENCH REPUBLIC AND THE EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY

Name and address of the requesting authority: .....  
Identity of the parties: \* .....

JUDICIAL DOCUMENT

Nature and subject of the document: .....  
Nature and subject of the proceeding and, where applicable, the amount of the  
claim: .....  
Date and place of appearance: \*\* .....  
Court which rendered the decision: \*\* .....  
Date of the decision: \*\* .....  
Time limits stipulated in the document: \*\* .....

EXTRAJUDICIAL DOCUMENT\*\*

Nature and subject of the document: .....  
Time limits stipulated in the document: \*\* .....

\*Where necessary, the identity and address of the interested party in connection with  
the transmission of the document.

\*\*Delete whatever does not apply.